

«Poussées à bout de forces», les femmes seraient victimes d'un «système misogyne» au sein des Eglises réformées. Une journée de réflexion aura lieu le 1^{er} juin à Berne

L'institution (encore) misogyne?

LUCAS VUILLEUMIER/PROTESTINFO

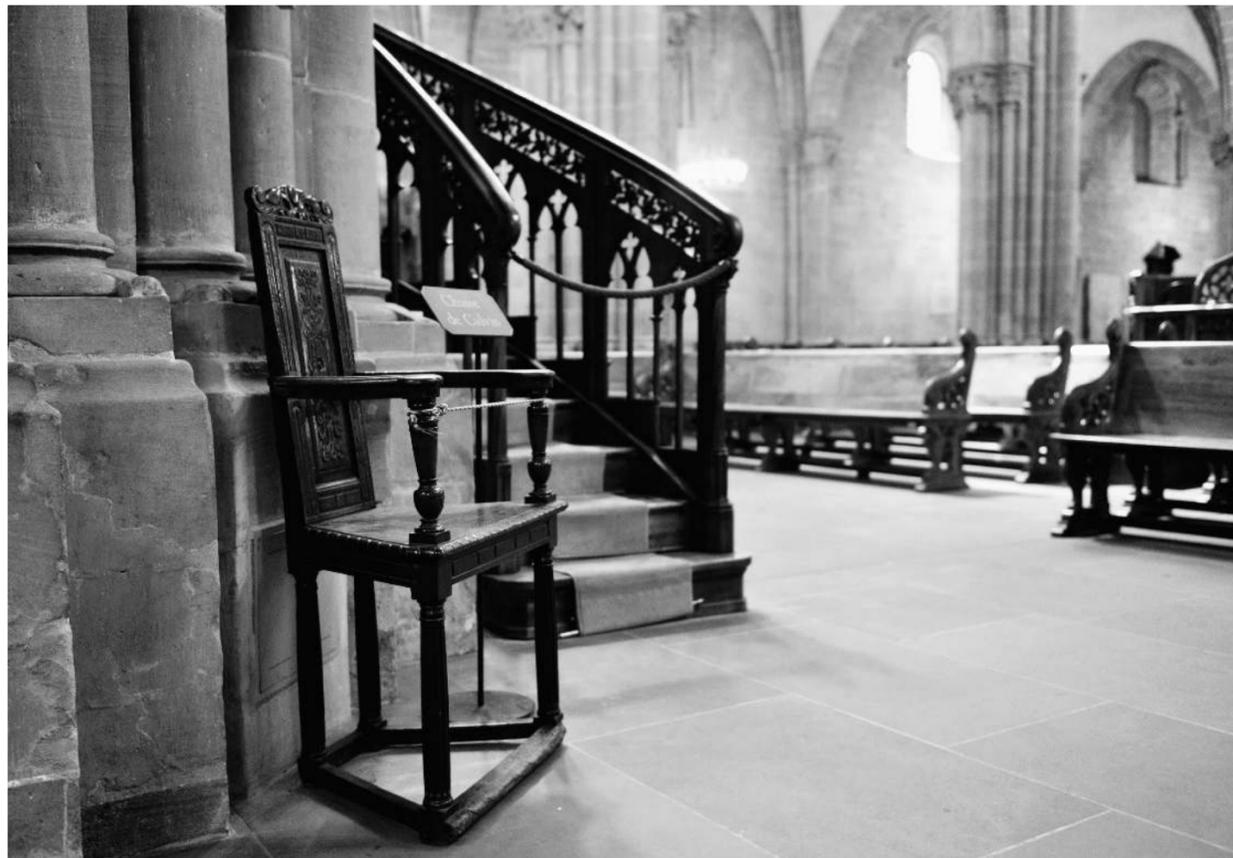
Institutions ► «Quand on est une femme dans l'Eglise, il faut assez souvent faire le double qu'un homme», regrette Marie-Claude Ischer, actuelle présidente de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV). «De plus, je suis une femme laïque: cela fait aussi pour certains une différence.» Alors qu'elle a annoncé sa démission en décembre dernier pour raisons de santé et de gouvernance trop tendue, Marie-Claude Ischer interviendra le 1^{er} juin prochain, à Berne, lors d'une journée de réflexion consacrée à l'épuisement des femmes, et plus particulièrement en Eglise.

Selon la Conférence Femmes et Genre de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS), organisatrice de l'événement, il existerait en effet des «causes systémiques» à l'épuisement des femmes, que l'on retrouverait également dans les milieux ecclésiastiques réformés, pourtant réputés progressistes. Ainsi, l'Eglise ferait encore partie «de ce système misogyne» et pousserait également les femmes «à bout de forces».

Ce rendez-vous annuel s'appuiera sur les travaux et un exposé de Franziska Schutzbach. Selon cette sociologue allemande en poste à l'université de Bâle, qui vient de publier un ouvrage sur la question, on demanderait en effet aux femmes une constante disponibilité, notamment sur le plan émotionnel. Ces dernières seraient donc victimes d'un modèle de société où les valeurs de bienveillance et de soin, peu valorisées par le capital, leur sont encore réservées.

Responsable de l'harmonie

«Un des exemples frappants de cette surcharge subie par les femmes est notamment le travail social qu'implique la



Plusieurs femmes ont récemment démissionné au sein des exécutifs des Eglises réformées, dont les présidentes vaudoise et genevoise. KEYSTONE

charge pastorale: une femme s'investira plus facilement dans un suivi personnel avec certains fidèles», relève Miriam Neubert, qui interviendra à Berne le 1^{er} juin. Selon cette chargée du développement du personnel pastoral des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure (BEJUSO), on en demanderait «toujours un peu plus aux femmes», sans que ni celles-ci ni leur entourage professionnel ne s'en rendent toujours compte.

Même constat du côté de la théologienne et historienne genevoise Lauriane Savoy, auteure de *Pionnières. Comment les femmes sont devenues pasteures*. «Les femmes prennent souvent

la responsabilité de l'harmonie du milieu dans lequel elles sont actives, ce qui les pousserait notamment à se montrer plus exigeantes envers elles-mêmes que les hommes», explique-t-elle. La sociologue Franziska Schutzbach pointe également le fait que les femmes demeurent «responsables de l'attention émotionnelle» de leur entourage et dévolues à «des activités qui sont invisibles et ne reçoivent pratiquement aucune reconnaissance ou rémunération». Et Miriam Neubert de rappeler que «dans la sphère privée également, les femmes restent toujours plus sollicitées que les hommes, portant bien souvent une lourde charge

mentale, notamment dans la prise en charge de proches».

Une femme quand ça va mal

Cela expliquerait-il les récentes démissions de plusieurs femmes au sein des exécutifs des Eglises réformées, dont les présidentes vaudoise et genevoise? Lauriane Savoy se refuse de tirer des conclusions, mais répond qu'il est fréquent de voir certaines femmes «renoncer à leur charge quand les conditions leur permettant de faire un travail de qualité ne sont pas réunies». Pour Marie-Claude Ischer, «cela s'est d'ailleurs vérifié récemment dans la politique internationale, avec la démission de la

première ministre britannique Liz Truss».

«Souvent, quand une institution ou une entreprise est en crise, c'est une femme que l'on met à sa tête», remarque aussi Eva Di Fortunato. Cette sociologue de formation, qui vient de démissionner de la présidence de l'Eglise protestante de Genève (EPG) «pour de toutes autres raisons», quitte en effet une Eglise en grandes difficultés financières et en mal de fidèles. Dans son ouvrage, Lauriane Savoy avait d'ailleurs soulevé ce phénomène appelé «falaise de verre». «Les femmes ont tendance à voir dans une situation problématique l'occasion de relever un challenge», explique Marie-Claude Is-

cher. Toutefois, selon cette dernière, le fait que des «femmes accèdent de plus en plus à des postes de pouvoir, jusqu'alors réservés aux hommes», n'empêche pas la conservation d'une certaine misogynie». La Vaudoise confie avoir noté chez certains, lors des Synodes (assemblées législatives), une différence de comportement à l'égard des femmes de l'Exécutif. «Pour certaines fonctions dirigeantes, les femmes ne sont pas encore considérées comme étant complètement compétentes», souligne-t-elle, en précisant que ces éléments figuraient dans sa lettre de démission.

«Je suis surprise que ce thème ne soit abordé que par des femmes», avoue Rita Famos, présidente de l'EERS, où il n'existerait «pas de discrimination systématique envers les femmes». Pour cette ancienne responsable de la formation des pasteurs pour l'Eglise réformée zurichoise, «l'épuisement est un sujet qui concerne tous les genres et, effectivement, les pasteurs sont de plus en plus confrontés au burn-out». Même son de cloche du côté d'Isabelle Ott-Baechler, ancienne présidente de l'Eglise réformée évangélique du canton de Neuchâtel (EREN), qui témoigne, à titre personnel, «n'avoir été que très peu confrontée à la misogynie en Eglise». Elle tient d'ailleurs à relever que «l'EREN octroie depuis plusieurs décennies le même salaire à ses ministres. Et si l'on trouve des personnes machistes dans les Eglises réformées, elles sont plutôt moins nombreuses que dans la société». Isabelle Ott-Baechler estime en outre que «ce genre de réflexion, dans une Eglise où les femmes votent depuis 1910, est contre-productif». «Il serait plus judicieux que les femmes et les hommes discutent ensemble des chances et des risques liés aux sollicitations multiples», formule-t-elle. «Si non, nous ne faisons que renforcer les clichés éculés et les stéréotypes de genres».

Elections: le nationalisme religieux en ballotage

Turquie ► Le deuxième tour des élections présidentielles a lieu le 28 mai. Le président sortant Recep Tayyip Erdogan, chef du Parti de la justice et du développement (AKP) et sa politique nationaliste fondée sur l'islam sunnite partent favoris face au social démocrate Kemal Kılıçdaroglu, président du Parti républicain du peuple (CHP) et à Sino Ogan. Trois questions à Jean Marcou, chercheur à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul.

Le report des 5% des voix récoltées au premier tour par Sino Ogan, qui défend une ligne ultranationaliste et de droite, va se révéler déterminant. Erdoğan n'est-il pas assuré de les récupérer?

Jean Marcou: C'est probable, mais ce n'est pas une certitude. Le nationalisme d'Ogan est différent de celui d'Erdogan, qui a des bases religieuses et cherche à faire de la Turquie une puissance régionale incontournable dans le monde

musulman et au Moyen-Orient, un Etat capable de tenir tête au monde occidental et chrétien. Le nationalisme d'Ogan, d'origine azerbaïdjanaise, est d'obédience ethnique. Il repose sur le grand fantasme des Turcs d'Asie centrale, d'une ethnie turque qui serait au cœur de la culture eurasiatique. Ogan est ainsi en désaccord avec la politique présidentielle turque en matière d'accueil des réfugiés syriens. Il brandit la menace du «grand remplacement» ethnique des Turcs par les Syriens (3,5 millions en Turquie). De ce point de vue, il est paradoxalement plus proche de Kılıçdaroglu, qui lui aussi attaque Erdogan sur cette question, pour d'autres raisons, et prévoit un plan de renvoi des réfugiés chez eux.

Vous avez évoqué le nationalisme religieux d'Erdoğan, qui se revendique musulman sunnite. Quelles sont ses racines?



«Il n'y a pas d'application de la loi religieuse dans la loi turque» Jean Marcou

On trouve des influences à la fois ottomanes et kémalistes dans le système de relations Etat-Islam développé par Erdogan. L'Etat doit dominer la religion majoritaire, soit l'islam sunnite, c'est là une tradition ottomane. Il y a bien une réislamisation du pays, mais pas dans le but d'instaurer une République islamiste. Pour le président sortant et son électeur, la religion est une composante primordiale de l'identité nationale mais il ne remet pas en question le statut laïque de l'Etat. Il n'y a pas d'application de la loi religieuse dans la loi turque, ce qui est une exception dans le monde musulman. Le mariage civil est toujours le mariage officiel, par contre les muftis ont été autorisés à les prononcer, ce qui est un renversement de perspective.

Sous la pression d'Erdoğan, Kemal Kılıçdaroglu s'est officiellement déclaré alévi, religion plus «libérale» que

l'islam sunnite, et mal estimée en Turquie. Son élection permettrait-elle de revaloriser celle-ci, voire les autres religions, comme le christianisme?

Kılıçdaroglu est un alévi, mais il n'est pas leur représentant. Son objectif est de dépasser les vieux clivages: sunnites ou pas, religieux ou pas. Dans un message vidéo destiné aux jeunes, il a expliqué qu'en se déclarant alévi, il veut rappeler que la société turque est diversifiée, que l'on peut être Turc ou Turque sans être sunnite, que chacun-e peut avoir ses convictions sans chercher à dominer celle des autres. Il devrait donc freiner l'encouragement par l'Etat du développement du religieux dans les modes de vie. La tolérance envers l'alévisme et plus largement les autres religions devrait aussi être mieux abordée.

PROPOS RECUEILLIS PAR LUCIENNE BITTAR, CATH.CH